



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
15 avril 2015

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

ÇA PLANE POUR LES MARCHANDS DE CANON

« Et de deux ! » se félicite le journal patronal Les Échos, alors que le gouvernement français vient d'enregistrer la deuxième commande de Rafale depuis le début de l'année. Tapis rouge sur les marches de l'Élysée, bateau-mouche sur la Seine pour le Premier ministre indien Narendra Modi, ce client hors pair, venu annoncer l'achat de 36 avions de combat au marchand d'armes français Dassault.

Deux mois plus tôt, c'était l'Égypte qui s'offrait 24 de ces joujoux mortels. Le pays n'a pas le sou, mais peu importe, Dassault a vendu à crédit et les banques toucheront les intérêts, avec garantie de l'Etat français. Et Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères se félicite du succès de sa « diplomatie économique ». Ça sonne mieux que « VRP de Dassault », mais ce n'est pas différent. Et s'il a dû en rabattre par rapport au nombre de 126 avions dont il négociait depuis trois ans la vente, il aurait obtenu en consolation que les 36 Rafale presque achetés soient entièrement produits en France. Cocorico !

Des emplois en rafale ?

À en croire nos gouvernants, le Rafale serait devenu l'avenir de la France et... de nos emplois ! À défaut d'en créer, il en « sauverait » 7 000, répartis entre Dassault Aviation, Thales, Safran et pas moins de 500 sous-traitants. Le président de la région Aquitaine, où sont basées les usines Dassault, promet « des investissements industriels et des embauches de qualité ». Déjà, au lendemain de la signature du contrat avec l'Égypte, *Le Figaro* – le journal de Dassault, qui d'ordinaire se fiche du sort des ouvriers – parlait de « bouffée d'oxygène à de nombreux bassins d'emploi ». Mais rien n'est moins sûr.

De toutes façons, les emplois liés au Rafale ne représentent qu'une infime partie des 170 000 salariés de l'aéronautique française, bien davantage civile. Et cela ne fera pas oublier tout le reste : on ferme des lits dans les hôpitaux, on y réduit le personnel, on manque d'enseignants, on licencie à Radio-France, on supprime plus de 2 000 emplois chez le transporteur routier MoryGlobal, 125 de plus chez l'équipementier automobile Faurecia... Le Medef trouve que ça ne va pas assez vite. Il revendique un nouvel assouplissement de la loi pour faciliter les

Ce tract t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

licenciements. Reçu 5 sur 5 par le ministre de l'Économie qui serait déjà en train de préparer sa loi « Macron 2 »... Et la vente des engins de mort nous sauverait la vie ? Qui va croire à cette fable ?

La mort est leur métier

Car c'est bien le plus dramatique dans cette affaire : qu'on veuille nous faire croire que l'armement et ses dizaines de milliers d'emplois, serait une solution pour sortir de la crise. La France est le 4^{ème} exportateur d'armes dans le monde, avec un record de ventes en 2014 de 8 milliards d'euros. Mais le pays détient un autre record : celui de 3,5 millions de chômeurs – sans compter ceux qui ne trouvent que des emplois à temps partiel.

Mieux vaut donc ne pas parier sur cette industrie. Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation, signale que ses clients potentiels sont « très intéressés par le seul fait que le Rafale est opérationnel sur un certain nombre de théâtres d'opération », de la Libye à l'Irak, en passant par la Centrafrique et le Mali. Pour sortir de la crise, il faudrait donc multiplier les interventions militaires ? Avec l'argent de nos impôts, avec le sang de jeunes engagés dans l'armée pas toujours par goût, mais aussi pour fuir le chômage ? Non merci !

Il y a bien d'autres choses à produire que ces instruments de mort. Et l'Inde, dont près d'un tiers de la population, soit 363 millions de personnes, vit avec moins de 57 centimes d'euros par jour, a d'autres besoins que nous, travailleurs, pourrions satisfaire. Sans compter nos besoins à nous, ceux des classes populaires, ici même.

Le capitalisme sème la guerre et la misère au service d'une caste d'exploiteurs. S'il est une guerre que les travailleurs doivent mener, c'est celle contre ce système et ceux qui en profitent !

Ce tract t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Continuons le combat

Jeudi 9 avril, 300 000 travailleurs ont défilé contre la loi Macron. À PSA – La Janais, 150 salariés ont débrayé pour revendiquer l'arrêt des suppressions d'emploi, le ralentissement des cadences et la hausse des salaires. La production a été bloquée deux heures.

Un bon début...

Cadences en hausse = production en baisse

À PSA Poissy, mercredi 8 avril, la direction a lancé à nouveau un « run » sur une équipe du Montage. Résultat : 347 véhicules sont sortis au lieu de 350 en régime normal. Les arrêts de ligne se sont multipliés du fait même de l'accélération de la cadence...

Alors que la plupart des régleurs sont affectés sur les lignes de montage, qu'on y fait venir des ouvriers de la retouche, il est clair qu'il faut embaucher... à moins que la direction se fiche de ses propres objectifs de « bon direct »...

RTT = Refus de Trimer comme des Timbrés

Le vendredi 22 mai est normalement un jour RTT à PSA Saint-Ouen. C'est aussi la veille du week-end de trois jours de la Pentecôte. Quatre jours de repos consécutifs, c'est visiblement trop pour la direction locale, qui a décidé d'obliger tout le monde à venir en H+ le 22 mai. Quarante salariés se sont réunis en AG pour signifier leur refus. Ils ont bien raison.

Tavares, avec nous ! (au milieu...)

À PSA Saint-Ouen, l'activité Ferrage va être progressivement réduite. Plusieurs machines, essentiellement en îlots, vont être supprimées afin de libérer de l'espace pour les bacs qui sont aujourd'hui au magasin de Survilliers. « Rationalisation », disent-ils. Et quand ils vendront le siège de la Grande Armée, ils enverront aussi le bureau de Tavares au milieu d'un atelier ? Chiche...

Nos repos nous appartiennent

À PSA Mulhouse, la direction vient d'annoncer au CE que les salariés devraient multiplier les allongements d'horaire et travailler des jours fériés : 8 mai, 14 mai (jeudi de l'ascension), le lendemain 15 mai. Au programme également : 10 samedis et 7 dimanches soirs travaillés entre fin avril et fin juillet. Tout cela sans augmenter les effectifs... et avec un chômage prévisible la semaine 44 ainsi qu'un passage définitif en monoflux pour 2018.

Bref, de quoi donner la rage...

Les requins se mangent entre eux...

... et nous avec

À PSA-Mulhouse, la ligne de montage des DS4 / C4 vient de recevoir un nouveau système

d'approvisionnement des sièges. Le sous-traitant Johnson Controls, à la demande de PSA, a mis la main à la poche. Peine perdue : le contrat de fourniture des sièges risque de passer à Faurecia, filiale de PSA. Mais quand les capitalistes se bouffent le nez, les travailleurs trinquent : ceux de Johnson Controls à Neuenbourg risquent de voir leur usine fermer. Salariés de PSA, des filiales ou de la sous-traitance, c'est tous ensemble qu'il faut en finir avec la concurrence mortifère distillée par la direction.

Peugeot aime les impôts ? Oui, les nôtres...

La communauté de communes Rives de Moselle va racheter 22 hectares du site de PSA Trémery pour 6,6 millions d'euros. C'est 100 000 euros de plus à l'hectare que le prix du marché alors que PSA avait reçu le terrain pour 1 franc symbolique en 1979 ! De leur côté, la Région, le département, Metz et Metz-Métropole allongeront 25 millions d'euros ; l'État devrait en faire autant. Bref, sur les 60 millions que PSA dit investir, 55 sont payés par des aides publiques, sans aucune garantie en termes d'emplois.

C'est qui les assistés ?

La grève : une onde qui se propage

Les salariés de Radio France sont en grève reconductible contre un plan de restructuration imposé par l'État qui implique 380 suppressions de postes. Fleur Pellerin, la ministre de la Culture, a justifié récemment la stagnation des financements : « on demande des efforts à tout le monde ». À tout le monde ? Pas si sûr quand on voit le dernier cadeau fiscal de 2,5 milliards fait par le gouvernement au patronat. Les salariés ne l'entendent pas de cette oreille, et ils utilisent leur meilleure arme : la grève !

Pas de prison pour Gaëtan et ses camarades !

Fin 2014, les arrestations arbitraires se sont multipliées en marge des manifestations toulousaines, suite à la **mort de Rémi Fraisse** sur le site du futur barrage de Sivens. Depuis, les condamnations pleuvent.

Gaëtan, étudiant à l'université du Mirail à Toulouse, vient d'écoper de deux mois fermes. D'autres condamnations à de la prison ferme ont été confirmées, toujours sous le même prétexte de violences... contre la police ! C'est à l'évidence une justice de vengeance, répondant à la dénonciation des violences policières, elles bien réelles, et qui ont conduit au tir de grenade qui a tué Rémi Fraisse.

Ne laissons pas emprisonner Gaëtan et ses camarades. Apportons-leur notre soutien, d'abord en signant la pétition sur le site :

<https://www.change.org/p/non-a-la-prison-pour-gaetan-et-tous-les-autres-condamnés>